

*Initiatives parlementaires*

Il faut alléger l'ensemble des impôts. En 1992, le gouvernement avait réduit les impôts et, ce qui est intéressant, il a constaté que cela avait fait augmenter ses recettes. Comment a-t-il réagi ensuite? Il s'est mit à taxer à gauche et à droite. Cette folie, plutôt que de faire augmenter ses recettes, les a fait diminuer. Il y a là une leçon pour tous les gouvernements: réduisez les impôts et la population déclarera ses revenus plus honnêtement et dépensera davantage. Cela stimulera l'économie.

Je demanderais au gouvernement et aux ministres des Finances et du Revenu d'étudier l'idée de l'impôt uniforme sur le revenu que notre parti a proposée. Un tel impôt apporterait un calme relatif à tous les Canadiens.

L'une des choses qui rendent les Canadiens extrêmement furieux, c'est qu'ils ont l'impression que plus ils travaillent, moins il leur reste d'argent, que plus ils travaillent fort, plus ils donnent d'argent au gouvernement. Peu de facteurs peuvent éroder l'économie canadienne, ou n'importe quelle autre économie, autant qu'un travailleur qui a l'impression que, s'il travaille plus fort, il aura moins d'argent. Nous devons redonner aux Canadiens le goût de participer à l'économie canadienne. Ils ont perdu ce goût. Les travailleurs canadiens se demandent pourquoi ils devraient travailler plus fort lorsqu'ils donnent de plus en plus d'argent au gouvernement et qu'ils ont de moins en moins d'argent à dépenser.

• (1810)

Je demanderais que nous donnions aux Canadiens une plus grande capacité de gain et un revenu disponible plus élevé. La seule façon dont nous pouvons contribuer à éliminer l'économie souterraine, c'est en contrôlant les dépenses publiques. Les Canadiens en ont assez de ces dépenses excessives. Nous devons le faire non seulement pour l'avenir des gens qui sont ici à la Chambre et de leurs familles, mais aussi pour les générations qui vont nous succéder.

Je remercie le député d'avoir présenté cette motion d'initiative parlementaire. J'espère que nous pourrions nous inspirer de la partie C de ce projet de loi pour trouver de nouvelles façons d'accroître la transparence afin d'éliminer l'économie souterraine. Nous pourrions ainsi avoir plus d'argent dans les coffres de l'État et un régime fiscal plus juste.

Nous travaillons ensemble pour atteindre ce but et j'espère que nous arriverons à élaborer un régime fiscal qui sera juste pour tous les Canadiens et qui permettra au gouvernement de contrôler ses dépenses tout en donnant aux Canadiens plus d'argent à dépenser.

**Mme Shaughnessy Cohen (Windsor—Sainte-Claire, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter le député de Mississauga—Sud d'avoir présenté la motion n° 382, qui concerne le problème de l'économie parallèle. En plus de montrer l'intérêt de mon collègue pour ce problème, la motion nous donne l'occasion de discuter d'un phénomène qui nuit au gouvernement dans sa lutte contre le déficit et dans ses efforts en vue de maintenir nos programmes sociaux, car l'économie parallèle réduit les recettes de l'État.

J'espère que ce débat éveillera aussi l'intérêt des Canadiens pour la question de l'économie parallèle et les fera réfléchir aux difficultés qu'elle crée. Dans ma circonscription, Windsor—Sainte-Claire, j'entends souvent parler des électeurs qui comprennent le phénomène et qui en veulent à leurs voisins qui s'adonnent à cette pratique.

Les transactions au comptant, les spiritueux de contrebande bon marché, l'emploi sous le manteau et autres pratiques de ce genre nous pénalisent tous. Ceux qui agissent de la sorte ne paient pas d'impôt. Or, les impôts servent à financer les régimes de santé, l'infrastructure, les universités et les programmes sociaux. L'économie parallèle soumet les commerçants honnêtes qui paient des impôts à une concurrence déloyale. Nos voisins qui pratiquent l'économie parallèle font augmenter notre compte d'impôt.

La motion dont nous sommes saisis demande au gouvernement d'avoir recours à certains moyens pour éliminer l'économie parallèle qui existe actuellement au Canada. On a beaucoup écrit sur ce phénomène, son ampleur, ses coûts sociaux et économiques, les raisons pour lesquelles les gens abandonnent l'économie légale en faveur des transactions au noir, et de nombreuses solutions ont été proposées pour remédier au problème.

La question de l'économie parallèle me préoccupe beaucoup et elle devrait aussi préoccuper tous les Canadiens, car cette pratique a de sérieuses conséquences pour tout le monde. Comme je le disais plus tôt, plus l'économie parallèle prend de l'ampleur, moins le gouvernement encaisse de recettes. La création d'une concurrence déloyale pour les entreprises honnêtes a obligé certaines petites entreprises, de nouvelles entreprises, des entreprises à peine rentables à fermer leurs portes, ce qui a entraîné des pertes d'emploi et nous a obligés à payer plus d'impôts.

Je suis d'accord avec le député de Mississauga—Sud. Les Canadiens doivent faire quelque chose pour éliminer l'économie souterraine. Je parle ici de tous les Canadiens parce ce problème n'est pas seulement la responsabilité du gouvernement. Nous avons tous une responsabilité et un rôle à jouer. Pour que la population ait confiance au régime fiscal canadien, il faut que nous payions tous notre juste part et que nos voisins en fassent autant.

Les individus et les entreprises qui participent à l'économie souterraine ne respectent pas les règles du jeu. Les gouvernements ne peuvent pas se permettre de laisser faire. Le public doit savoir que le régime fiscal est juste. Il doit savoir que, pour les entreprises honnêtes, les règles du jeu sont équitables et que les gens qui essaient de tricher vont être punis comme il se doit.

La confiance du public dépend aussi de la mise en place de mesures gouvernementales efficaces. C'est pour cette raison que notre gouvernement a proposé des mesures en vue de s'attaquer au problème de l'économie souterraine et à d'autres formes de non-respect de la loi. Revenu Canada a mis en place une stratégie d'autocotisation et d'observation volontaire de la loi grâce à des programmes d'aide, d'information, de services et d'exécution responsables. Il veut s'assurer que les recettes légitimement dues au gouvernement sont bien recouvrées. La stratégie qu'il a mise en place est globale. Elle englobe tout le portefeuille de Revenu Canada et toutes les dimensions de l'administration des